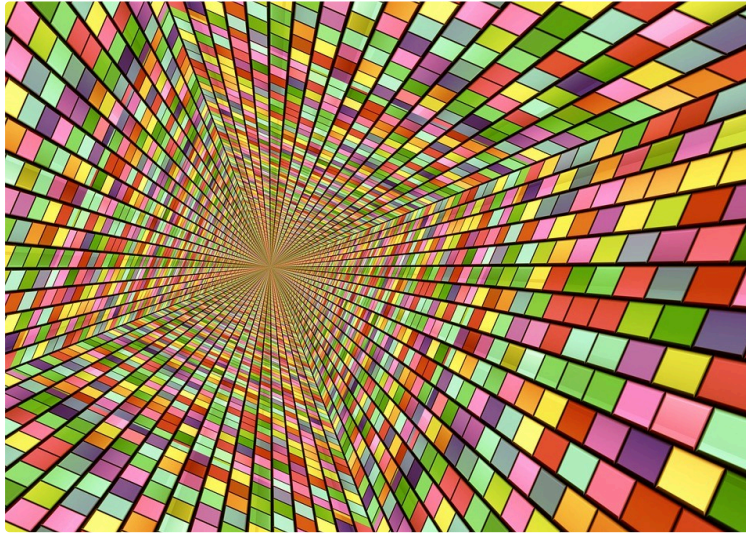


Petite parenthèse

Laisser sur le carreau



Petite parenthèse

Sitôt calée dans ses starting-blocks, la nouvelle ministre des Sports a reçu de Matignon son pack de bienvenue : une lettre de cadrage confirmant une réduction de 30 millions d'euros de son budget 2019, puis la suppression d'ici 2022 de 1 600 postes de conseillers techniques sportifs (CTS), en envisageant la remise en question de leur statut.

La mission de ces fonctionnaires (ou agents publics rémunérés par l'État) porte sur le développement des activités physiques et sportives, en particulier la pratique au sein des associations, ainsi que sur la détection de jeunes talents, le perfectionnement de l'élite et la formation des cadres bénévoles et professionnels.

Ils sont donc la colonne vertébrale des clubs sportifs en France, garants d'une indépendance financière.

Mais si leur suppression était validée, clubs et fédérations ne pourraient pas prendre en charge le salaire de ces CTS, et risqueraient fort de se retrouver définitivement... sur le carreau.

Pour « faire sport », on attribue l'origine de l'expression « laisser -ou être- sur le carreau » au jeu de paume, très en vogue au 16e siècle. La surface de jeu, constituée de petites dalles, était appelée « carreau ». Si l'adversaire tombait en voulant rattraper la balle, il perdait le point en restant sur le carreau.

Mais déjà, au XVe siècle, on pouvait « être tué sur le carrel » ; le « carrel » désignant le carreau. Dans ce prolongement, au XVIIe siècle, laisser quelqu'un sur le carreau signifiait l'abandonner à terre. Par extension, l'idée de laisser quelqu'un en grande difficulté prévaut aujourd'hui.

En souhaitant se débarrasser des conseillers techniques sportifs, c'est bien l'abandon des clubs qui est programmé. Car, en « simplifiant les formations » et en « inventant de nouveaux modèles de financement », les clubs sportifs amateurs auront bien du mal à proposer la pratique libre et gratuite à leurs adhérents dans des gymnases ou des piscines qui ne seront plus municipaux, mais privés. Fini l'encadrement qualifié et diplômé par l'État, bienvenue aux sponsors !

Le Comité National Olympique Sportif Français vient de lancer une pétition en ligne « Sport pour tous, tous pour le sport », alors qu'est célébrée la première Fête du Sport à l'initiative du gouvernement (!).

Une façon de signifier qu'il compte bien réagir pour que le ministère se tienne à carreau.

Illustration Pixabay.com